

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À -
SOUMISSIONS ENVOYÉES:**

Toutes les soumissions doivent être soumises via le portail P2P de SSC

Proposition à : Services partagés Canada

Nous offrons par les présentes de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément aux modalités énoncées aux présentes, mentionnées aux présentes et/ou jointes aux présentes, les biens et/ou services énumérés aux présentes et sur toutes les feuilles jointes aux prix qui y sont énoncés.

Proposition à : Services partagés Canada

Nous offrons ici de vendre à Sa Majesté la Reine le Chef du Canada, conformément aux modalités énoncées ici incluses par renvoi dans le présent document et/ou incluses par référence aux annexes qui y sont jointes, les biens et/ou services énumérés ici sur toute feuille énumérée, au prix indiqué.

Comments - Commentaires

**CE DOCUMENT CONTIENT UNE EXIGENCE DE SÉCURITÉ
/ CE DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES DE
SÉCURITÉ**

Bureau émetteur - Bureau de distribution

| SSC CPS
Relations avec les fournisseurs et les | Achats et relations
avec les fournisseurs
180 Kent, 13e étage
Ottawa (Ontario)
K1P 0B6 K1P 0B6

DEMANDE DE QUOTATION / DEMANDE DE PRIX

Titre - Sujet Expansion de la téléphonie CSOR Petawawa	
Invitation no de l'invitation BPM012327/A	Date d'entrée en Le 23 février 2021
Numéro de référence du client - Numéro de référence du client R79182	
Clôture de la sollicitation - Fin de l'invitation 5 mars 2021 à – 14 :00	Fuseau horaire - Fuseau horaire EST /HNE Heure normale de l'Est/ Heure normale de l'Est
Autorité contractante -Autorité contractante Adressez les demandes de renseignements à - Adressez vos questions à James Graves 180, rue Kent Ottawa (Ontario), K1P 0B6	
Numéro de téléphone - Numéro de téléphone (613) 668 à 9563	
Courriel - Courriel james.graves2@canada.ca	
Destination - Destination BFC Petawawa - Complexe CSOR Mattawa Plains, Petawawa (Ont.) K0J 1J0	
Factures - Factures Factures à soumettre via le portail P2P	



TABLE DES MATIÈRES

Part 1	Renseignements généraux	4
1.1	Introduction (en anglais).....	4
1.2	Résumé de l'évaluation.....	4
1.3	Accords commerciaux.....	5
1.4	Exigences de sécurité	5
1.5	Compte rendu.....	5
Part 2	Instructions du soumissionnaire.....	6
2.1	Exigences obligatoires	6
2.2	Instructions, clauses et conditions normalisées.....	6
2.3	Soumission électronique des soumissions	7
2.4	Modification et retrait des soumissions	8
2.5	Demandes de renseignements - Demande de soumissions	8
2.6	Lois applicables.....	8
2.7	Produits équivalents.....	8
2.8	Vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement.....	9
Part 3	Instructions de préparation des soumissions.....	10
3.1	Instructions de préparation des soumissions.....	10
3.2	Section I: Offre technique.....	10
3.3	Section II: Offre financière.....	10
Part 4	Procédures d'évaluation et base de sélection	11
4.1	Procédures d'évaluation.....	11
4.2	Procédures d'évaluation pour les produits équivalents	11
4.3	Évaluation technique	12
4.4	Évaluation financière	12
4.5	Base de sélection.....	13
Part 5	Les certifications	14
5.1	Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires.....	14
Part 6	Clauses contractuelles qui en découlent	16
6.1	Exigence s'appliquant	16
6.2	Clauses et conditions normalisées.....	16
6.3	Exigence de sécurité	17
6.4	Date de livraison	17
6.5	Les autorités.....	17
6.6	Inspection et acceptation	18
6.7	Base de paiement	18



6.8	Mode de paiement - Paiement unique	19
6.9	Préavis d'expédition	19
6.10	Instructions de facturation	19
6.11	Les certifications	20
6.12	Lois applicables.....	20
6.13	Priorité des documents	20
6.14	Étrangers (entrepreneur canadien)	20
6.15	Assurances et assurances	21
6.16	Limitation de responsabilité - Gestion de l'information/Technologie de l'information	21
6.17	Matériel informatique.....	22
6.18	Logiciel sous licence	23
6.19	Maintenance et support logiciels sous licence	24
6.20	Protection des médias électroniques	24
6.21	Accès aux biens et aux installations du Canada.....	25
6.22	Équivalence de l'équipement	25
	Annexe A - Énoncé des travaux.....	27
	(Voir l'annexe A ci-jointe).....	27
	Annexe B - Liste des produits livrables et des prix	28
	Annexe C - Exigences obligatoires pour les produits équivalents	29
	Annexe D - Liste de vérification des exigences en matière de sécurité.....	30
	Formulaire 1 - Formulaire de soumission.....	32
	Formulaire 2 - Formulaire de certification OEM	33
	Formulaire 3 - Formulaire d'intégrité	34



DEMANDE DE DEVIS

PART 1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction (en anglais)

La demande de soumissions est divisée en six parties plus les pièces jointes et les annexes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux: fournit une description générale de l'exigence;

Instructions du soumissionnaire de la partie 2 : fournit les instructions, les clauses et les conditions applicables à la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions de préparation des soumissions : fournit aux soumissionnaires des instructions sur la façon de préparer leur soumission;

Partie 4 Procédures d'évaluation et base de sélection : indique comment l'évaluation sera menée, les critères d'évaluation qui doivent être abordés dans la soumission et la base de sélection;

Certifications de la partie 5: comprend les certifications à fournir;

Partie 6 Clauses contractuelles qui en découlent : comprend les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat qui en résultera.

Les annexes comprennent:

Annexe A - Énoncé des travaux

Annexe B - Liste des produits livrables et des prix

Annexe C - Exigences obligatoires pour les produits équivalents

Annexe D - Liste de vérification des exigences en matière de sécurité (LVERS)

1.2 Résumé de l'évaluation

La présente demande de soumissions est émise afin de satisfaire aux exigences de Services partagés Canada (le « client ») pour la fourniture et la livraison de la liste des produits livrables conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux (ÉT) et à l'annexe B – Liste des produits livrables et des prix. Il est destiné à entraîner l'attribution d'un contrat pour 1 an.

Le complexe CSOR de la BFC Petawawa (Mattawa Plains, Petawawa, ON K0J 1J0) est une nouvelle installation du ministère de la Défense nationale comprenant plusieurs bâtiments nécessaires pour répondre aux besoins opérationnels de la base et de l'unité. L'expansion de la solution de téléphonie Avaya Aura existante est nécessaire pour répondre aux besoins du nouvel occupant d'au plus 800 (huit cents) utilisateurs avec un total de 800 (huit cents) appareils de téléphonie, y compris les bureaux, les télécopieurs, les salles de classe, les salles de conférence/ réunion, les ateliers et les salles du personnel.

Pour installer, configurer et approvisionner avaya aura système de base expansion à H101 pour soutenir le nombre accru d'utilisateurs fournissant une résilience supplémentaire et la redondance ainsi que l'amélioration du fonctionnement tels que le déplacement du service de messagerie vocale de CMM à la messagerie IX.

Pour installer, configurer et approvisionner des passerelles multimédias et des téléphones qui prennent en charge les utilisateurs du complexe de bâtiments CSOR.



Former les formateurs sur l'utilisation des fonctions téléphoniques, y compris la messagerie vocale et les préposés automatiques.

Fournir de l'entretien et du soutien pendant un an.

Tous les travaux doivent être coordonnés avec l'agent du bureau de SPC et le COP du site.

1.3 **Accords commerciaux**

Les accords commerciaux suivants s'appliquent à ce processus d'approvisionnement :

- i) l'Accord de libre-échange Canada (ALEFC);
- ii) Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC);
- iii) Accord global et progressif pour le partenariat transpacifique (CPTPP);

1.4 **Exigences de sécurité**

Cette exigence exige des exigences en matière de sécurité. Pour de plus amples renseignements, consultez l'annexe D – Liste de vérification des exigences en matière de sécurité (LVERS). Pour obtenir de plus amples renseignements sur les clauses de contrôle de sécurité ou de sécurité du personnel et de l'organisation, les offrants doivent consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Services publics et Marchés publics Canada (PSPC) (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.SOA/index-eng.html>).

Tout le personnel affecté à la fournir doit avoir une cote de sécurité à jour au niveau spécifié dans la LVERS, accordée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne du PSPC.

1.5 **Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fait par écrit.



PART 2 INSTRUCTIONS DU SOUMISSIONNAIRE

2.1 Exigences obligatoires

Partout où les mots « shall », « must » et « doit » apparaissent dans le présent document ou dans tout document connexe faisant partie des présentes, l'article décrit est une exigence obligatoire.

Le défaut de se conformer ou de démontrer qu'il est conforme à une exigence obligatoire rendra la soumission non recevable et la soumission ne fera l'objet d'aucune autre considération.

2.2 Instructions, clauses et conditions normalisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par numéro, date et titre sont énoncées dans le Manuel des clauses et conditions d'acquisition normalisées (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) publié par Services publics et Approvisionnement Canada. Toutes les références contenues dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux seront interprétées comme une référence au ministre qui préside Services partagés Canada et toutes les références au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux seront interprétées comme des Services partagés Canada.
- (b) Aux fins du présent contrat, les politiques de TPSGC dont il est question dans le Manuel des clauses et conditions relatives aux acquisitions normalisées sont adoptées à titre de politiques de SPC.
- (c) Les soumissionnaires qui soumettent une soumission acceptent d'être liés par les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat qui en résulte.
- (d) Les Instructions normalisées 2003 (2017-04-27) - Biens ou services - Exigences concurrentielles sont incorporées par renvoi dans la demande de soumissions et en font partie intégrante. En cas de conflit entre les dispositions de 2003 et le présent document, le présent document prévaut.
- (i) Le paragraphe 01(3), Dispositions relatives à l'intégrité - soumission des instructions normalisées de 2003 incorporées par renvoi ci-dessus, est supprimé dans son intégralité et remplacé par le texte suivant :

3. Liste des noms

- a) Les soumissionnaires qui sont constitués en personnes constituées ou qui sont une entreprise individuelle, y compris ceux qui sont en exploitation en tant que coentreprise, ont déjà fourni une liste des noms de toutes les personnes qui sont administrateurs du soumissionnaire, ou le nom du ou des propriétaires, au moment de soumettre une soumission en vertu de la demande de soumissions (DDR).
- b) Ces soumissionnaires doivent immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement qui désaffecte la liste des administrateurs au cours de ce processus d'approvisionnement.
- (ii) L'article 3 des Instructions normalisées est modifié comme suit : supprimer « En vertu de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C. 1996, c.16 »
- (iii) Les Instructions normalisées pour les documents d'approvisionnement no 1.4 de SPC (« Instructions normalisées de SPC ») sont incorporées par renvoi dans l'invitation à soumissionner et en font partie. En cas de conflit entre les dispositions des instructions normalisées de SPC et le présent document, le présent document prévaut.



- (iv) Le paragraphe 05(4), Présentation des soumissions des instructions normalisées de 2003, est modifié comme suit :
 - (A) Supprimer: 60 jours
 - (B) Insérer: 90 jours

2.3 Soumission électronique des soumissions

- (a) Toutes les soumissions doivent être présentées par l'entremise du portail P2P de SPC à l'autorité contractante de SPC au plus près de la date et de l'heure de clôture indiquées dans le portail P2P de SPC en ce qui a trait à la demande de soumissions. Seules les soumissions soumises par l'entremise du portail P2P de SPC seront prises en considération.
- (b) Les soumissionnaires qui ont l'intention de présenter une soumission sont encouragés à envoyer un avis par courriel à l'autorité contractante indiquant leur intention de présenter une soumission.
- (c) Une fois la clôture mangée et le temps passé, le soumissionnaire ne sera pas en mesure de présenter une soumission.
- (d) Si le portail P2P n'est pas disponible pour quelque raison que ce soit pendant une partie des quatre heures précédant immédiatement la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner, les soumissionnaires sont priés de communiquer immédiatement avec l'autorité contractante, par courriel et par téléphone. Si l'autorité contractante confirme que le portail P2P n'est pas disponible pour quelque raison que ce soit pendant une partie des quatre heures précédant immédiatement la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner, l'autorité contractante prolongera la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner de 24 heures. L'autorité contractante enverra un avis de cette prorogation aux soumissionnaires qui ont envoyé un avis par courriel à l'autorité contractante indiquant leur intention de présenter une soumission. L'autorité contractante n'est pas tenue de prolonger la date ou l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner si la raison pour laquelle un soumissionnaire n'est pas en mesure d'accéder au portail P2P est liée à ce soumissionnaire ou à ses systèmes, plutôt qu'à un problème de système de SPC.
- (e) Responsabilité des problèmes techniques. Le Canada ne sera pas responsable de :
 - (i) tout problème technique rencontré par le soumissionnaire dans la soumission de sa soumission, y compris les pièces jointes rejetées ou mises en quarantaine parce qu'elles contiennent des logiciels malveillants ou d'autres codes qui sont rejetés par les services de sécurité de SSC; ou
 - (ii) problèmes techniques qui empêchent SSC d'ouvrir les pièces jointes. Par exemple, si une pièce jointe est endommagée ou ne peut pas être ouverte ou ne peut pas être lue, elle sera évaluée en conséquence. Les soumissionnaires ne seront pas autorisés à soumettre des pièces jointes de remplacement pour remplacer toute pièce qui est corrompue ou vide ou soumise dans un format non approuvé. Toutes les soumissions doivent être soumises à l'autorité contractante au plus tard à la date et à l'heure de clôture indiquées à la page 1.
- (a) Lorsque vous y ez des instructions, certaines parties d'une offre doivent être soumises sous forme de documents PDF ou de documents pouvant être ouverts avec la suite d'applications Microsoft Office.
- (b) Les soumissionnaires qui ont l'intention de présenter une soumission sont encouragés à envoyer un avis par courriel à l'autorité contractante indiquant leur intention de présenter une soumission.



- (c) Une fois la date et l'heure de clôture dépassées, le soumissionnaire ne sera pas en mesure de présenter une soumission.

2.4 Modification et retrait des soumissions

- (a) Les soumissions peuvent être modifiées, retirées ou soumises de nouveau par courriel à l'autorité contractante avant la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner.
- (b) Une soumission retirée après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions ne peut être soumise de nouveau.

2.5 Demandes de renseignements - Demande de soumissions

- a) Toutes les demandes de renseignements doivent être soumises par voie électronique au courriel spécifié identifié comme étant l'« autorité contractante » à la page 1, au plus tard cinq jours civils après la date de clôture des soumissions. Les demandes de renseignements reçues après ce délai peuvent ne pas recevoir de réponse.
- b) Les soumissionnaires doivent faire référence aussi précisément que possible à l'article numéroté de la demande de soumissions à laquelle se rapporte l'enquête. Les soumissionnaires devraient prendre soin d'expliquer chaque question de façon suffisamment détaillée afin de permettre au Canada de fournir une réponse exacte. Les demandes de renseignements techniques de nature exclusive doivent être clairement marquées comme ainsi « exclusives » à chaque article pertinent. Les articles identifiés comme étant « exclusifs » seront traités comme tels, sauf lorsque le Canada détermine que l'enquête n'est pas de nature exclusive. Le Canada peut modifier la ou les questions ou demander au soumissionnaire de le faire, afin d'éliminer la nature exclusive de la ou des questions et de répondre à la demande à tous les soumissionnaires. Les demandes de renseignements qui ne sont pas soumises sous une forme qui peut être distribuée à tous les soumissionnaires peuvent ne pas être répondues par le Canada.

2.6 Lois applicables

- a) Tout contrat qui en résulte doit être interprété et régi, ainsi que les relations entre les parties déterminées, par les lois en vigueur en Ontario.
- b) Les soumissionnaires peuvent, à leur discrétion, substituer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix sans affecter la validité de leur soumission, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien spécifié et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est apporté, il reconnaît que les lois applicables spécifiées sont acceptables pour les soumissionnaires.

2.7 Produits équivalents

Veillez noter que les produits requis dans le cadre de la présente demande de soumissions ont été spécifiés par la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce afin d'assurer la compatibilité, l'interopérabilité et l'interchangeabilité avec l'équipement existant appartenant au Canada.

Toutefois, le Canada acceptera des propositions de produits équivalents, comme l'a suggéré la communauté des soumissionnaires. Veuillez consulter la section 1.18 de l'annexe B en ce qui concerne la présentation d'offres de produits équivalentes.



2.8 **Vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement**

La vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement (ICS) est un processus obligatoire de présentation continue des exigences en matière de qualification. SCI est une exigence importante de l'entreprise. Confronté à un environnement de cybermenace de plus en plus complexe, le Canada s'est engagé à appliquer des clauses de processus et de contrat de sécurité améliorées à l'acquisition de produits et de services. Le processus de vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement vise à s'assurer que tous les produits, équipements, microprogrammes logiciels et services achetés par SPC répondent aux normes de sécurité et de chaîne d'approvisionnement requises.

Consultez le formulaire 4 – Formulaire SCSi



PART 3 INSTRUCTIONS DE PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions de préparation des soumissions

Copies de la soumission : Le Canada demande aux soumissionnaires de fournir leur soumission dans des sections liées séparément comme suit :

- (a) **Section I: Soumission technique et certifications** – L'offre technique doit être soumise en format PDF et Word. S'il y a une divergence entre les deux formats, le PDF doit avoir priorité sur le format Word.
- (b) **Section II: Offre financière** – Doit être en format Excel original, et non en format PDF.

Les prix doivent apparaître dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

3.2 Section I: Offre technique

- (a) **Formulaire de soumission :** Les soumissionnaires sont priés d'inclure le formulaire 1 – Formulaire de soumission avec leurs soumissions. Il fournit une forme commune dans laquelle les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements requis pour l'évaluation et l'attribution du contrat, comme un nom de personne-ressource, le numéro d'entreprise d'approvisionnement du soumissionnaire, le statut du soumissionnaire dans le cadre du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, etc. Il n'est pas obligatoire d'utiliser le formulaire pour fournir ces renseignements, mais il est recommandé de le faire. Si le Canada détermine que les renseignements exigés par le formulaire de soumission sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada lui donnera l'occasion de le faire.
- (b) **Attestations :** Les soumissionnaires doivent soumettre les attestations exigées en vertu de la partie 5.

3.3 Section II: Offre financière

- (a) **Prix:** Les soumissionnaires doivent présenter leur offre financière conformément à l'annexe B – Liste des produits livrables et des prix, et en remplissant l'annexe B. Les soumissionnaires doivent indiquer les prix unitaires fermes en dollars canadiens, la livraison à destination des droits payés livrés (PDD) incluse et les droits inclus (le cas échéant). Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. L'annexe B dûment remplie doit également inclure le code de produit approprié pour chaque article, sinon l'offre sera jugée non conforme et ne sera pas prise en considération. Le soumissionnaire est prié de remplir les prix des soumissions à l'annexe B.
- (b) **Tous les coûts à inclure :** La soumission financière doit inclure tous les coûts de l'exigence décrite dans la demande de soumissions pour toute la période du contrat. L'identification de tout l'équipement, logiciel, périphérique, câblage et composants nécessaires pour répondre aux exigences de la demande de soumissions et des coûts connexes de ces articles est la seule responsabilité du soumissionnaire.
- (c) **Prix en blanc :** Les soumissionnaires sont priés d'insérer « 0 ,00 \$ » pour tout article pour lequel il n'a pas l'intention de facturer ou pour les articles qui sont déjà inclus dans d'autres prix indiqués dans les tableaux. Si le soumissionnaire laisse un prix vide, le Canada traitera le prix comme étant de « 0 \$ » aux fins de l'évaluation et peut demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est, en fait, de 0 \$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix dans le cadre de cette confirmation. Tout soumissionnaire qui ne confirme pas que le prix d'un article vierge est de 0,00 \$ sera déclaré non recevable.



PART 4 PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées conformément à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation technique et financière.
- (b) **Demandes de clarification :** Si le Canada demande des éclaircissements ou une vérification au soumissionnaire au sujet de sa soumission, il disposera de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long si l'autorité contractante le précise par écrit) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Si ce délai n'est pas respecté, la soumission sera déclarée non recevable.
- (c) **Demandes de renseignements supplémentaires :** Si le Canada a besoin de renseignements supplémentaires pour effectuer l'une ou l'autre des opérations suivantes en vertu de la Section intitulée « Conduite de l'évaluation » en 2003, Instructions normalisées - Biens ou services - Exigences concurrentielles :
 - (i) vérifier tout ou partie des renseignements fournis par le soumissionnaire dans sa soumission;le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés par le Canada dans les deux jours ouvrables suivant une demande de l'autorité contractante.
- (d) **Prorogation du délai :** Si le soumissionnaire a besoin d'un délai supplémentaire, l'autorité contractante peut accorder une prorogation à sa seule discrétion.

4.2 Procédures d'évaluation pour les produits équivalents

Certains produits requis dans le cadre de la présente demande de soumissions ont été spécifiés par la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce afin d'assurer la compatibilité, l'interopérabilité et l'interchangeabilité avec l'équipement existant appartenant au Canada. Par conséquent, ce qui suit s'applique à l'évaluation de tout produit équivalent.

- (a) Si l'invitation à soumissionner stipule que les soumissionnaires doivent proposer de l'équipement qui est spécifié par la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce afin d'assurer la compatibilité, l'interopérabilité et/ou l'interchangeabilité avec l'équipement existant appartenant au Canada, la présente section s'applique à l'évaluation de ces produits.
- (b) Les produits dont la forme, l'ajustement, la fonction et la qualité sont entièrement compatibles, interchangeables et interopérables avec l'équipement existant appartenant au Canada seront pris en considération si le soumissionnaire :
 - i) désigne clairement dans son offre le nom de marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit équivalent proposé;
 - ii) démontre dans la soumission écrite que l'équivalent proposé est entièrement compatible, interagit avec le ou les articles précisés dans l'invitation à soumissionner et qu'il est interchangeable avec ceux-ci;
 - iii) fournit des spécifications complètes et une documentation technique descriptive pour chaque article équivalent proposé;
 - iv) confirme la conformité de l'équivalent qu'elle propose en démontrant qu'elle satisfait à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans l'invitation à soumissionner; et
 - v) identifie clairement les domaines dans les spécifications et la documentation technique descriptive qui démontrent l'équivalence du produit équivalent proposé.



- (c) Sur demande au cours de l'évaluation, le soumissionnaire doit soumettre un échantillon de tout produit équivalent proposé à l'autorité contractante pour essai.
- (d) Sur demande lors de l'évaluation, le soumissionnaire doit fournir une démonstration de son produit équivalent proposé.
- (e) Les produits équivalents proposés seront déclarés non conformes si :
 - i) la soumission ne fournit pas tous les renseignements nécessaires pour permettre à l'autorité contractante d'évaluer l'équivalence de l'équivalent proposé, y compris les renseignements supplémentaires demandés par l'autorité contractante au cours de l'évaluation pour compléter les renseignements présentés dans la soumission (Note: il incombe au soumissionnaire d'inclure tous les renseignements nécessaires pour évaluer l'équivalence tels que décrits ci-dessus; , tous les soumissionnaires reconnaissent que le Canada aura le droit, mais non l'obligation, de demander tout renseignement supplémentaire au cours de l'évaluation dont il a besoin pour prendre une décision concernant l'équivalence);
 - ii) l'autorité contractante détermine que l'équivalent proposé ne satisfait pas ou ne dépasse pas les exigences obligatoires précisées dans l'invitation à soumissionner; ou
 - iii) l'autorité contractante détermine que l'équivalent proposé n'est pas équivalent en forme, en ajustement, en fonction ou en qualité aux articles précisés dans l'invitation à soumissionner ou que l'équivalent proposé n'est pas entièrement compatible, interopérable et interchangeable avec tout équipement existant appartenant au Canada qui est précisé dans l'invitation à soumissionner.

4.3 Évaluation technique

- (a) Chaque soumission sera examinée afin de déterminer si elle satisfait aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées non recevables et seront disqualifiées.
- (b) **Essais:**

À la discrétion du Canada, tout équipement proposé peut être mis à l'essai pour démontrer qu'il respectera ou dépassera les spécifications techniques obligatoires du Canada.

Le soumissionnaire doit livrer l'équipement proposé soit à un endroit désigné par le Canada, soit à un tiers indépendant reconnu par l'industrie, mutuellement convenu, à l'emplacement de l'entreprise d'essai, au plus tard deux jours ouvrables après une demande écrite du Canada. Le soumissionnaire doit être disponible pour répondre aux questions et fournir de plus amples renseignements sur son équipement. Les soumissionnaires peuvent avoir 48 heures pour corriger les lacunes relevées au cours de la période d'essai. Le défaut de corriger l'une ou l'autre des lacunes au cours de cette période rendra l'offre non recevable et elle sera disqualifiée. Tous les coûts associés à ces essais seront à la charge du soumissionnaire.

À la discrétion du Canada, les essais requis peuvent être annulés à condition que le soumissionnaire présente un rapport d'essai de rendement pertinent d'une firme indépendante reconnue d'essais par une tierce partie acceptable pour le Canada. Le rapport doit être basé sur des tests effectués sur les versions identiques de l'équipement, du matériel et du microprogramme offerts et comprend des tests par rapport à toutes les spécifications techniques obligatoires de la Catégorie.

4.4 Évaluation financière

- (a) L'évaluation financière sera effectuée en calculant le prix total de l'offre à l'aide du tableau des prix de l'annexe B – Liste des produits livrables et des prix complété par les soumissionnaires. Le prix



total de l'offre sera basé sur la somme de tous les prix totaux pour les produits livrables spécifiés à l'annexe B, TPS/TVH en sus.

- (b) Tous les prix indiqués pour les produits énumérés dans le tableau des prix doivent inclure 12 mois d'entretien et de soutien oem au niveau de service spécifié à l'annexe B.

4.5 **Base de sélection**

- (a) Une soumission doit être conforme à toutes les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.
- (b) Les soumissionnaires doivent noter que toutes les attributions de marchés sont assujetties au processus d'approbation interne du Canada, qui comprend l'obligation d'approuver le financement du montant de tout contrat proposé. Malgré le fait que le soumissionnaire ait pu être recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat ne sera attribué que si l'approbation interne est accordée conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas accordée, aucun contrat ne sera attribué.
- (c) Tous les soumissionnaires seront informés des résultats de l'appel d'offres.



PART 5 LES CERTIFICATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations requises et les renseignements connexes pour obtenir un contrat.

Les attestations fournies par les soumissionnaires au Canada sont sujettes à vérification par le Canada en tout temps. Sauf indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable ou déclarera un entrepreneur en défaut si une attestation faite par le soumissionnaire est jugée fausse, qu'elle soit faite sciemment ou inconsciemment, pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la période du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le défaut de se conformer et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante rendra la soumission non recevable ou constituera un manquement en vertu du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les certifications et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous doivent être soumis avec la soumission, mais peuvent être soumis par la suite. Si l'une ou l'autre de ces attestations requises ou des renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et soumis sur demande, l'autorité contractante informera le soumissionnaire d'un délai pour fournir l'information. Le défaut de fournir la certification ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans les délais prévus rendra la soumission non recevable.

(a) OEM Certification

Tout soumissionnaire qui n'est pas le fabricant d'équipement d'origine (OEM) pour chaque article de matériel et/ou de logiciel proposé dans le cadre de sa soumission est tenu de soumettre la certification de l'OEM concernant le pouvoir du soumissionnaire de fournir et de maintenir le matériel et/ou le logiciel de l'équipementier, qui doit être signé par l'oem (et non le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas le fabricant d'équipement d'origine du matériel et/ou des logiciels qu'il se propose de fournir au Canada, à moins que la certification OEM n'ait été fournie au Canada. Les soumissionnaires sont priés d'utiliser le formulaire 2 – Formulaire de certification OEM inclus dans la demande de soumissions. Bien que tout le contenu du formulaire de certification OEM soit requis, l'utilisation du formulaire lui-même pour fournir ces informations n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires et les équipementiers qui utilisent un autre formulaire, il est à la seule discrétion du Canada de déterminer si tous les renseignements requis ont été fournis. Les modifications apportées aux énoncés dans le formulaire peuvent faire en en faire en 1900 que la soumission n'est pas recevable.

Si le matériel et/ou le logiciel proposés par le soumissionnaire proviennent de plusieurs équipementiers, une certification OEM distincte est requise de chaque oem.

Aux fins de la présente demande de soumissions, on entend par OEM le fabricant du matériel et/ou du logiciel, comme en témoigne le nom figurant sur le matériel et/ou le logiciel, sur toute la documentation qu'il accompagne, sur les rapports de certification obligatoires et sur tout logiciel de soutien. Le matériel est défini comme le produit final assemblé proposé.

(b) Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISSC)

Les soumissionnaires devront soumettre des renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISSC) aux fins d'évaluation par le Canada en ce qui a trait à l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement. La vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement (ICS) est une exigence de présentation obligatoire au processus d'approvisionnement. SCI est une exigence importante de l'entreprise. Confronté à un environnement de cybermenace de plus en plus complexe, le Canada s'est engagé à appliquer des clauses de processus et de contrat de



sécurité améliorées à l'acquisition de produits et de services. Le processus de vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement vise à s'assurer que tous les sous-traitants, produits, équipements, logiciels, microprogrammes et services proposés par SPC respectent les normes de sécurité et de chaîne d'approvisionnement requises.

Veuillez consulter le formulaire 4 - Formulaire SCSi

(c) **Dispositions relatives à l'intégrité - Documentation requise**

Conformément à la Politique [sur l'inadmissibilité et la suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-eng.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-eng.html>), le soumissionnaire peut être invité à fournir les documents requis dans le formulaire 2 – Formulaire d'intégrité, selon le cas, pour qu'il soit pris en considération plus avant dans le processus d'approvisionnement.



PART 6 CLAUSES CONTRACTUELLES QUI EN DÉCOULENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie.

6.1 Exigence s'appliquant

- (a) _____ Cela inclut:
- (i) l'octroi de la licence d'utilisation du logiciel sous licence décrit dans le contrat;
 - (ii) fournir la documentation logicielle;
 - (iii) fournir la maintenance et le soutien du logiciel sous licence pendant la période de soutien logiciel;
 - (iv) fournir la documentation matérielle;
 - (v) fournir du matériel et de l'entretien.
 - (vi) fournir des services de mise en œuvre, y compris des services de formation;
- (b) **Client:** En vertu du contrat, le client est Services partagés Canada. L'autorité contractante, sur avis écrit à l'entrepreneur, peut re-désigner le client en vertu du présent contrat.
- (c) **Réorganisation du client : L'obligation** de l'entrepreneur d'exécuter les travaux ne sera pas affectée par (et aucuns frais supplémentaires ne seront payables à la suite) du changement de nom, de la réorganisation, de la reconfiguration ou de la restructuration d'un client. La réorganisation, la reconfiguration et la restructuration du Client comprennent la privatisation du Client, sa fusion avec une autre entité, ou sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités ayant des mandats similaires au Client initial. Dans le cadre de toute forme de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou organisme gouvernemental à titre d'autorité contractante ou d'autorité technique, au besoin, pour tenir compte des nouveaux rôles et responsabilités associés à la réorganisation.

6.2 Clauses et conditions normalisées

Toutes les clauses et conditions indiquées dans le contrat par numéro, date et titre sont énoncées dans le Manuel des clauses et conditions d'acquisition normalisées (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Dans toutes les clauses et conditions indiquées dans le contrat, toute référence au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux devrait être supprimée et remplacée par le ministre des Services partagés du Canada. De plus, toutes les références au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux devraient être supprimées et remplacées par Services partagés Canada.

Aux fins du présent contrat, les politiques de TPSGC dont il est question dans le Manuel des clauses et conditions relatives aux acquisitions normalisées sont adoptées à titre de politiques de SPC.

(a) Conditions générales

2030 (2020-05-28), Conditions générales – Complexité plus élevée - Marchandises, sont incorporées par renvoi dans le contrat et en font partie.

L'article 2 des Conditions générales est modifié comme suit: supprimer « En vertu de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C. 1996, c.16 »

(b) Supplément conditions générales



4001 (2015-04-01), Conditions générales supplémentaires - Achat, location et entretien du matériel, sont incorporées par renvoi au contrat et en font partie.

4003 (2010/08/16), Conditions générales supplémentaires - Logiciel sous licence;

L'article 08 est remplacé comme suit:

La licence d'utilisation du logiciel sous licence en vertu du contrat est transférable par le Canada aux mêmes conditions du contrat, à tout appareil ou client, selon le cas, ou à tout ministère ou société d'État du gouvernement canadien, au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, modifiée de temps à autre, ou à toute autre partie pour laquelle Services partagés Canada a été autorisé à agir en vertu de l'article 8 de la Loi sur Services partagés Canada, L.C. 2012, ch.19, art. Pour l'application du présent article, dans les circonstances où une licence d'entité est transférée, cette licence sera plafonnée au nombre d'utilisateurs dans le ministère, la société, l'agence ou l'autre partie cédante avant le transfert.

4004 (2013/04/25), Conditions générales supplémentaires - Services de maintenance et de soutien pour les logiciels sous licence.

(c) **Autres éléments manuels du CCSA**

B1000T (2014-06-26) État du matériel, est incorporé par renvoi dans le contrat et en fait partie intégrante.

B1501C (2018-06-21) Équipement électrique, est incorporé par renvoi dans le contrat et en fait partie.

6.3 Exigence de sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité pour ce contrat.

6.4 Date de livraison

Toutes les marchandises doivent être reçues au **plus tard le 31 mars 2021**.

Tous les services doivent être complétés au **plus tard le 1^{er} mai 2021**.

6.5 Les autorités

(a) **Pouvoir adjudicateur**

L'autorité contractante pour le marché est:

Nom: James Graves
Titre: Agent d'approvisionnement principal
Organisations: Services partagés Canada, Approvisionnement et relations avec les fournisseurs

Adresse: 180 Kent Street, Ottawa, K1P 0B6
Téléphone: (613) 668-9563
Adresse courriel: james.graves2@canada.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du marché et toute modification au contrat doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas exécuter des travaux dépassant ou dépassant le cadre du contrat en se fondant sur des demandes ou des instructions verbales ou écrites de quiconque autre que l'autorité contractante.



(b) **Autorité technique**

L'autorité technique pour le contrat est:

Nom: Conrad Uniacke
Titre: PBX. Conseiller technique VoIP
Organisation: Services partagés Canada
Numéro de téléphone: 613-998-6898
Adresse courriel: conrad.uniacke@forces.gc.ca

L'autorité technique est responsable de toutes les questions relatives au contenu technique des travaux en vertu du contrat. Les questions techniques peuvent être discutées avec l'autorité technique; toutefois, l'autorité technique n'a pas le pouvoir d'autoriser des modifications à la portée des travaux. Les modifications apportées à la portée des travaux ne peuvent être apportées qu'au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

(c) **Représentant de l'entrepreneur**

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est : (à remplir lors de l'attribution du contrat)

Nom: _____
Titre: _____
Organes de zation: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Adresse courriel: _____

6.6 **Inspection et acceptation**

L'autorité technique est l'autorité d'inspection. Tous les rapports, les produits livrables, les documents, les biens et tous les services rendus en vertu du contrat sont assujettis à l'inspection de l'autorité d'inspection ou du représentant. Si un rapport, un document, un bien ou un service n'est pas conforme aux exigences de l'énoncé des travaux et à la satisfaction de l'autorité d'inspection, tel que soumis, l'autorité d'inspection aura le droit de le rejeter ou d'exiger sa correction aux seuls frais de l'entrepreneur avant de recommander le paiement.

6.7 **Base de paiement**

- (a) **Matériel acheté : Pour fournir le matériel conformément au contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur le ou les prix** fermes indiqués à l'annexe B, destination du PDD, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus.
- (b) **Entretien et soutien du matériel** : Pour l'entretien et le soutien du matériel conformément au contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur, avance/arrérages, les prix annuels/mensuels fermes énoncés à l'annexe B, destination DDP, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus.
- (c) **Logiciel sous licence** : Pour que la ou les licences d'utilisation du logiciel sous licence, y compris la livraison et l'installation du logiciel sous licence et de la documentation du logiciel, conformément au contrat, le Canada paie à l'entrepreneur le ou les prix firm énoncés à l'annexe B, destination FOB, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus. Les prix fermes incluent la garantie pendant la période de garantie du logiciel.



- (d) **Logiciels sous licence, maintenance et soutien : Pour que la** ou les licences d'utilisation du logiciel sous licence, y compris la livraison et l'installation du logiciel sous licence et de la documentation logicielle, conformément au contrat, le Canada paie à l'entrepreneur le ou les prix fermes énoncés à l'annexe B, destination FOB, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus. Les prix fermes incluent la garantie pendant la période de garantie du logiciel et l'entretien et le soutien pendant la période de support logiciel.
- (e) **Services de mise en oeuvre : En** considération de l'entrepreneur fournissant des services de mise en oeuvre, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix unitaire ferme fixé à l'annexe B, destination FOB, y compris tous les droits de douane, les taxes applicables sont en sus.
- (f) **Biens et services optionnels : Compte tenu du fait** que l'entrepreneur fournit les biens et services optionnels, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix unitaire ferme énoncé à l'annexe B, destination FAB, y compris tous les droits de douane, les taxes applicables sont en sus.
- (g) **Attribution concurrentielle :** L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été adjudant à la suite d'un processus concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront autorisés pour compenser les erreurs, les omissions, les idées fausses ou les sous-estimations faites par l'entrepreneur lors de l'appel d'offres pour le contrat.
- (h) **Limitation des dépenses : Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour les** modifications de conception, les modifications ou les interprétations des travaux, à moins qu'ils n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant leur incorporation dans les travaux.
- (i) responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur, **ne doit pas dépasser la somme à la page 1.** Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus, le cas échéant.
- (j) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou versée à l'entrepreneur à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.

6.8 Mode de paiement - Paiement unique

H1000C (2008-05-12), Paiement unique

6.9 Préavis d'expédition

L'entrepreneur doit soumettre un préavis d'expédition par l'entremise du portail P2P de SPC pour aviser SPC de la livraison imminente des marchandises en vertu du présent contrat dans les 24 heures suivant l'expédition des marchandises. Pour les services continus ou continus, l'avis d'expédition anticipé ne sera pas nécessaire, car l'entrepreneur doit fournir des factures mensuelles conformément aux instructions de facturation fournies dans le contrat.

6.10 Instructions de facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre les factures par voie électronique par l'entremise du portail P2P de SPC, conformément à la section intitulée « Soumission de factures » des Conditions générales. Subsidiairement, l'entrepreneur peut demander le consentement de l'autorité contractante pour soumettre des factures selon une autre méthode. Les factures ne peuvent pas être soumises tant que tous les travaux identifiés dans la facture n'ont pas été complétés. La facture de l'entrepreneur doit indiquer quel poste et quelle quantité il facture.
- (b) Si l'entrepreneur soumet un préavis d'expédition, la facture doit être liée à cet avis d'expédition à l'avance par courriel. L'entrepreneur peut lier plus d'un préavis d'expédition à la facture. La facture doit correspondre à la quantité totale et au prix des préavis d'expédition.



- (c) La facture de l'entrepreneur doit inclure un poste distinct pour chaque produit livrable dans la disposition sur la base de paiement.
- (d) En soumettant des factures, l'entrepreneur certifie que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes à la disposition sur la base de paiement du contrat, y compris les frais pour les travaux exécutés par les sous-traitants.
- (e) L'entrepreneur doit fournir l'original de chaque facture à l'autorité technique. Sur demande, l'entrepreneur doit fournir une copie de toutes les factures demandées par l'autorité contractante.

6.11 Les certifications

La conformité continue aux attestations fournies par l'entrepreneur dans sa soumission et la coopération continue en matière de fourniture de renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les certifications sont assujetties à la vérification du Canada pendant toute la durée du contrat. Si l'entrepreneur ne se conforme à aucune attestation, ou ne fournit pas les renseignements supplémentaires, ou s'il est déterminé que toute attestation faite par l'entrepreneur dans sa soumission est fausse, qu'elle ait été faite sciemment ou inconsciemment, le Canada a le droit, en vertu de la disposition par défaut du contrat, de résilier le contrat pour défaut de paiement.

6.12 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi, et les relations entre les parties déterminées, par les lois en vigueur en Ontario.

6.13 Priorité des documents

S'il y a une divergence entre le libellé de tout document qui figure sur la liste suivante, le libellé du document qui apparaît pour la première fois sur la liste a priorité sur le libellé de tout document qui apparaît plus loin sur la liste :

- (a) les présentes clauses d'entente, y compris les clauses individuelles du Manuel de la SACC incorporées par renvoi dans les présentes clauses d'entente;
- (b) Conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant : 4001 (2015-04-01) - Achat, location et entretien de matériel 4003 (2010-08-16) – Logiciel sous licence 4004 (2013-04-25) – Services de maintenance et de soutien pour les logiciels sous licence;
- (c) Conditions générales 2030 (2020-05-28) – Complexité plus élevée – Marchandises;
- (d) Annexe A - Énoncé des travaux
- (e) Annexe B - Liste des produits livrables et des prix;
- (f) Annexe C - Liste de vérification des exigences en matière de sécurité;
- (g) la soumission de l'entrepreneur datée de _____ (*insérer la date de soumission*), à l'exclusion des modalités de licence de l'éditeur de logiciels qui peuvent être incluses dans la soumission, à l'exclusion des clauses du Manuel de la SACC dans la soumission en ce qui a trait aux limites de responsabilité, et à l'exclusion des modalités incorporées par renvoi (y compris au moyen d'un lien Web) dans la soumission.

6.14 Étrangers (entrepreneur canadien)

Clause A2000C (2006-06-16) du Manuel du CCSA, Étrangers (entrepreneur canadien)



6.15 **Assurances et assurances**

Clause G1005C (2016-01-28) Exigences en matière d'assurance du Manuel du CCSA

Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de décider si une couverture d'assurance est nécessaire pour s'acquitter de son obligation en vertu du contrat et pour assurer le respect de toute loi applicable. Toute assurance acquise ou entretenue par l'entrepreneur est à ses propres frais et pour son propre bénéfice et sa propre protection. Il ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat et ne réduit pas sa responsabilité en vertu de ce contrat.

6.16 **Limitation de responsabilité - Gestion de l'information/Technologie de l'information**

- (a) Le présent article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute référence dans cette section aux dommages causés par l'entrepreneur comprend également les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, mandataires et représentants, et l'un de leurs employés. Cet article s'applique peu importe si la réclamation est fondée sur un contrat, un délit civil ou une autre cause d'action. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada de l'exécution ou du défaut d'exécution du contrat, sauf tel que décrit dans le présent article et dans toute section du contrat établissant à l'heure préalable les dommages-intérêts liquidés. Le contractant n'est responsable des dommages indirects, spéciaux ou consécutifs que dans la mesure décrite dans le présent article, même s'il a été mis au courant du potentiel de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de la première partie:**
 - (i) L'entrepreneur est entièrement responsable de tous les dommages causés au Canada, y compris les dommages indirects, spéciaux ou consécutifs, causés par l'exécution ou le défaut de l'entrepreneur d'exécuter le contrat qui se rapportent à :
 - A. toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où le contractant enfreint la section des Conditions générales intitulée « Violation de la propriété intellectuelle et redevances »;
 - B. blessures corporelles, y compris la mort.
 - (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs touchant les biens meubles réels ou corporels appartenant au Canada, possédés ou occupés par ceux-ci.
 - (iii) Chacune des parties est responsable de tous les dommages directs résultant de sa violation de la confidentialité en vertu du contrat. Chacune des Parties est également responsable de tous les dommages indirects, spéciaux ou consécutifs liés à sa divulgation non autorisée des secrets commerciaux de l'autre Partie (ou secrets commerciaux d'un tiers fournis par une Partie à une autre en vertu du Contrat) relatifs aux technologies de l'information.
 - (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs liés à toute charge ou réclamation relative à toute partie des travaux pour laquelle le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, qui sont traitées en vertu de l'alinéa i) A) ci-dessus.
 - (v) L'entrepreneur est également responsable de tout autre dommage direct causé au Canada par l'entrepreneur de quelque façon que ce soit relativement au contrat, notamment :
 - A. toute violation des obligations de garantie en vertu du contrat, jusqu'à la valeur totale payée par le Canada (y compris les taxes applicables) pour les biens et services touchés par la violation de garantie; et
 - B. tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables pour le Canada associés au réapprovisionnement des travaux auprès d'une autre partie si le Contrat est



résilié par le Canada, en tout ou en partie pour défaut, jusqu'à concurrence d'un maximum total pour le présent alinéa (B) du plus élevé des deux montants suivants : 0,25 fois le coût total estimé (c'est-à-dire le montant en dollars indiqué à la première page du contrat dans la cellule intitulée « Coût estimatif total » ou indiqué sur chaque appel d'appel, bon de commande ou autre document utilisé pour commander des biens ou des services en vertu de cet instrument), ou 2 millions de dollars.

C. Dans tous les cas, le passif total de l'entrepreneur en vertu du sous-alinéa (v) ne dépassera pas le coût total estimé (tel que défini ci-dessus) pour le contrat ou 2 millions de dollars, selon le montant le plus élevé.

(vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont lésés par la négligence ou l'acte volontaire de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur est, aux frais de l'entrepreneur, de restaurer les dossiers et les données du Canada à l'aide de la plus récente sauvegarde tenue par le Canada. Le Canada est responsable de maintenir une sauvegarde adéquate de ses dossiers et de ses données.

(c) **Réclamations de tiers:**

(i) Qu'un tiers présente sa réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à un tiers dans le cadre du contrat tel qu'il est énoncé dans une entente de règlement ou tel que finalement déterminé par un tribunal compétent, lorsque le tribunal détermine que les parties sont conjointement et ment responsables ou qu'une partie est seule et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera le montant fixé dans l'entente de règlement ou déterminé par le tribunal comme ainsi la partie des dommages-intérêts causés au tiers. Aucune entente de règlement ne lie une Partie à moins que son représentant autorisé n'ait approuvé l'entente par écrit.

(ii) Si le Canada est tenu, en raison d'une responsabilité solidaire, de payer un tiers à l'égard des dommages causés par l'entrepreneur, il doit rembourser au Canada le montant finalement déterminé par un tribunal compétent comme étant la partie des dommages causés au tiers par l'entrepreneur. Toutefois, malgré le sous-article 16.3.1, en ce qui concerne les dommages spéciaux, indirects et consécutifs des tiers visés par la présente section, l'entrepreneur n'est responsable que du remboursement par le Canada de la partie des dommages que le Canada est tenu par un tribunal de payer à un tiers en raison d'une responsabilité solidaire liée à la violation des droits de propriété intellectuelle d'un tiers; les blessures corporelles d'un tiers, y compris le décès; les dommages-intérêts qui touchent les biens meubles réels ou corporels d'un tiers; les privilèges ou charges sur toute partie de l'œuvre; violation de la confidentialité.

(iii) Les Parties ne sont responsables les unes envers les autres que des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite au présent sous-article c).

6.17 **Matériel informatique**

En ce qui concerne les dispositions des conditions générales supplémentaires 4001:

La partie III de 4001 s'applique au contrat (conditions additionnelles : achat)	Oui, oui
La partie IV de 4001 s'applique au contrat (conditions additionnelles : bail)	Non
La partie V de 4001 s'applique au contrat (conditions additionnelles: entretien)	Oui, oui



Lieu de livraison	Comme il est énoncé à la page 1 du contrat
Date de livraison	Tel qu'indiqué dans la section intitulée Date de livraison
L'entrepreneur doit fournir la documentation matérielle	Oui, oui
L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation matérielle tout au long de la période du contrat	Oui, oui
La documentation matérielle doit inclure la documentation d'entretien	Oui, oui
Langue de la documentation matérielle	Anglais/français/bilingue
Catégorie de service d'entretien	Remplacement anticipé d'un an le jour ouvrable suivant
Numéro de téléphone sans frais pour le service d'entretien	[Note aux soumissionnaires: Les soumissionnaires sont priés de fournir ces renseignements au formulaire 1 – Formulaire de soumission des soumissions].
Site Web pour le service d'entretien	[Note aux soumissionnaires: Les soumissionnaires sont priés de fournir ces renseignements au formulaire 1 – Formulaire de soumission des soumissions].

6.18 Logiciel sous licence

En ce qui concerne les dispositions des conditions générales supplémentaires 4003:

Logiciel sous licence	Le logiciel sous licence, qui est défini en 4003, inclut tous les produits offerts par l'entrepreneur dans son offre, et tout autre code logiciel requis pour que ces produits fonctionnent conformément à la documentation du logiciel et aux spécifications, y compris, mais sans s'y limiter, tous les produits logiciels énumérés à l'annexe B.
Type de licence accordée	Licence utilisateur.
Lieu de livraison	Comme il est énoncé à la page 1 du contrat
Site d'installation	Identique au lieu de livraison.



Médias sur lesquels les logiciels sous licence doivent être livrés	Téléchargement numérique.
Durée de la licence	1 an
Engagement de code source requis	Non.

6.19 Maintenance et support logiciels sous licence

En ce qui concerne les dispositions des conditions générales supplémentaires 4004:

Période de soutien logiciel	La période de support logiciel est la période du contrat.
Période de support logiciel lorsque des licences supplémentaires sont ajoutées pendant la période du contrat	Pour toute licence supplémentaire achetée conformément au contrat, la période de support logiciel actuellement en cours s'appliquera aux licences supplémentaires achetées, de sorte que la période de support logiciel se termine à la même date pour toutes les licences prises en charge en vertu du contrat.
Coordonnées pour accéder aux services de soutien de l'entrepreneur	[Note aux soumissionnaires: Les soumissionnaires sont priés de fournir ces renseignements au formulaire 1 – Formulaire de soumission des soumissions].
Site Web	[Note aux soumissionnaires: Les soumissionnaires sont priés de fournir ces renseignements au formulaire 1 – Formulaire de soumission des soumissions].
Langue des services de soutien	Les services de soutien doivent être fournis en français et en anglais, selon le choix de l'utilisateur qui demande de l'aide.

6.20 Protection des médias électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour numériser électroniquement tous les supports électroniques utilisés pour effectuer les travaux à la recherche de virus informatiques et d'autres codes destinés à causer des défauts. L'entrepreneur doit aviser le Canada si des supports



électroniques utilisés pour les travaux contiennent des virus informatiques ou d'autres codes destinés à causer des défauts.

- (b) Si des renseignements ou des documents enregistrés magnétiquement sont endommagés ou perdus pendant qu'ils sont sous la garde de l'entrepreneur ou en tout temps avant d'être livrés au Canada conformément au contrat, y compris l'effacement accidentel, l'entrepreneur doit immédiatement les remplacer à ses propres frais.

6.21 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, l'équipement, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur souhaite avoir accès à l'un ou l'autre de ces documents, il est responsable de faire une demande à l'autorité technique. À moins d'indication expresse dans le contrat, le Canada n'a aucune obligation de fournir l'un ou l'autre de ces renseignements à l'entrepreneur. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses biens, ses installations, son équipement, sa documentation ou son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour exécuter les travaux, le Canada peut exiger un rajustement de la base de paiement et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

6.22 Équivalence de l'équipement

- (a) L'entrepreneur garantit que l'équipement à livrer en vertu du contrat est :
 - (i) l'équivalent en forme, en ajustement, en fonction et en qualité de l'équipement existant appartenant au Canada qui a été décrit dans la demande de soumissions qui a donné lieu au contrat; et
 - (ii) entièrement compatibles, interchangeables et interopérables avec l'équipement existant appartenant au Canada.
- (b) L'entrepreneur garantit également que toute garantie avec des tiers concernant l'équipement existant appartenant au Canada ne sera pas affectée par l'utilisation par le Canada de l'équipement livré en vertu du contrat (par exemple, en interconnectant l'équipement) ou par tout autre service fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat. Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'une telle garantie a été affectée négativement, à la seule discrétion du Canada, l'entrepreneur doit :
 - (i) payer au Canada le montant que le Canada doit payer au fournisseur initial (ou à un revendeur autorisé de ce fournisseur) pour recertifier l'équipement existant du Canada aux fins de la garantie et tout autre montant payé par le Canada à un tiers afin de rétablir le statut de garantie complète de l'équipement;
 - (ii) effectuer tous les travaux de garantie sur l'équipement existant au Canada à la place du fournisseur d'origine; ou
 - (iii) verser au Canada le montant que le Canada doit payer au fournisseur initial (ou à un revendeur autorisé de ce fournisseur) pour effectuer des travaux d'entretien de l'équipement qui aurait autrement été couvert par la garantie.
- (c) L'entrepreneur convient que, pendant la période du contrat, si le Canada détermine que l'un ou l'autre de ces équipements n'est pas équivalent en forme, en ajustement, en fonction et en qualité à l'équipement existant appartenant au Canada ou qu'il n'est pas entièrement compatible, interchangeable et interopérable avec l'équipement existant appartenant au Canada, l'entrepreneur doit immédiatement et entièrement, à ses propres frais, prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que l'équipement satisfait à ces exigences (par exemple: , en mettant en œuvre tout logiciel ou microprogramme supplémentaire), à défaut de quoi le Canada aura le droit immédiat de résilier le contrat pour défaut de paiement. L'entrepreneur convient que, si le Canada résilie le contrat pour cette raison, l'entrepreneur doit payer au Canada les frais de réapprovisionnement de l'équipement auprès d'un tiers et la différence, le cas échéant, du prix payé par le Canada au tiers. L'entrepreneur reconnaît que le fait qu'il n'a pas



livré l'équipement équivalent qui satisfait aux exigences susmentionnées peut faire en sorte que l'entrepreneur (ainsi que ses sociétés affiliées et toute autre entité avec laquelle l'entrepreneur ou ses commettants ont un lien de dépendance) ne soit pas en mesure de proposer des substituts équivalents en réponse à de futures demandes de soumissions.

Note aux soumissionnaires : Cet article ne sera inclus dans un contrat qui en résultera que si des produits équivalents ont été proposés.



Annexe A - Énoncé des travaux

(Voir l'annexe A ci-jointe)



Annexe B - Liste des produits livrables et des prix

(Voir l'annexe B ci-jointe)



Annexe C - Exigences obligatoires pour les produits équivalents

(Voir l'annexe C ci-jointe)



Annexe D - Liste de vérification des exigences en matière de sécurité

(Voir l'annexe D ci-jointe)



Pièce jointe 1.0 - Instructions standard de la SSC

(Joint comme pièce jointe distincte)



Formulaire 1 - Formulaire de soumission

FORMULAIRE DE SOUMISSION		
Nom légal complet du soumissionnaire <i>[Note aux soumissionnaires : Les soumissionnaires qui font partie d'un groupe de sociétés devraient prendre soin d'identifier la bonne société comme soumissionnaire.]</i>		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins de l'évaluation (p. ex., clarifications)	Nom de l'entreprise	
	Titre de l'article	
	Adresse de l'adresse	
	Téléphone (en) #	
	Courriel (en)	
Numéro d'entreprise d'approvisionnement (PBN) du soumissionnaire <i>[Note aux soumissionnaires : Veuillez vous assurer que le PBN que vous fournissez correspond au nom légal sous lequel vous avez soumis votre soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction du nom légal fourni, et non en fonction de la PBN, et le soumissionnaire sera tenu de soumettre la PBN qui correspond au nom légal du soumissionnaire.]</i>		
4001 (2015-04-01), Conditions générales supplémentaires - Renseignements sur l'achat, la location et l'entretien du matériel; 4004 (2013-04-25), Services de maintenance et de soutien pour les logiciels sous licence	Téléphone sans frais #	
	Site Web pour le service d'entretien	
Compétence du contrat : Province au Canada le soumissionnaire souhaite être la juridiction légale applicable à tout contrat qui en résulte (si ce n'est tel que spécifié dans la demande de soumissions)		
<p>Au nom du soumissionnaire, en signant ci-dessous, je confirme avoir lu l'ensemble de la demande de soumissions, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande de soumissions, et je certifie que :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Le soumissionnaire se considère et compte que ses produits sont en mesure de satisfaire à toutes les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions;2. La présente soumission est valide pour la période demandée dans la demande de soumissions;3. Tous les renseignements fournis dans l'offre sont complets, véridiques et exacts; et4. Si le soumissionnaire se voit attribuer un contrat, il acceptera toutes les modalités énoncées dans les clauses contractuelles qui en découlent incluses dans la demande de soumissions.		
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire		

**Formulaire 2 - Formulaire de certification OEM****Formulaire de certification OEM**

Cela confirme que le fabricant d'équipement d'origine (OEM) identifié ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir et à entretenir ses produits en vertu de tout contrat découlant de la demande de soumissions indiquée ci-dessous.

Nom de OEM _____

Signature du signataire autorisé de l'OEM _____

Imprimer Le nom du signataire autorisé de OEM _____

Imprimer Titre du signataire autorisé de OEM _____

Adresse du signataire autorisé de l'OEM _____

Numéro de téléphone pour le signataire autorisé de
OEM _____

Numéro de télécopieur pour le signataire autorisé de
OEM _____

Date signed _____

Sollicitation Number _____

Nom du soumissionnaire _____

**Formulaire 3 - Formulaire d'intégrité**

Les soumissionnaires sont priés de remplir le formulaire d'intégrité suivant et de soumettre avec votre soumission

Adresse courriel/ courriel: james.graves2@canada.ca
Département/Département: Services partagés Canada
Nom complet du fournisseur / Nom légal complet du fournisseur
Adresse du fournisseur / Supplier Address
NEA du fournisseur / Supplier PBN
Numéro d'appel d'offres (ou numéro de contrat proposé) Numéro de demande de soumissions (ou numéro de contrat proposé)
Membres du conseil d'administration (Utiliser le format - Prénom) Conseil d'administration (Utiliser le format - prénom nom)
1. Membre / Directeur
2. Membre / Directeur
3. Membre / Directeur
4. Membre / Directeur
5. Membre / Directeur
6. Membre / Directeur
7. Membre / Directeur
8. Membre / Directeur
9. Membre / Directeur
10. Membre / Directeur
Autres membres/ Administrateurs additionnels:



Formulaire 4 - Renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement

(Joint sous la forme d'un formulaire distinct)